



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# CONCOURS DES JEUNES AMBASSADEURS ET AMBASSADRICES

9<sup>e</sup> édition

Août 1938. Les diplomates face au péril nazi



Archives nationales digitales de Pologne

Ouvert aux collèges, lycées et lycées professionnels

**Inscriptions jusqu'au 28 novembre 2025**



Finales régionales en avril 2026  
[diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques](http://diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques)

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES



## Dossier de l'élève – Lycées professionnels

## Situation proposée

→ Vous êtes les ambassadeurs en Grande-Bretagne de l'un des pays suivants : États-Unis (Joseph Kennedy), URSS (Ivan Maïski), France (Charles Corbin), invités à une garden party à la résidence du Premier ministre britannique en août 1938. Vous évoquez avec les autres diplomates, invités et invitées la situation internationale.

## Niveaux concernés

→ Le concours est ouvert à tous les élèves de la 3<sup>e</sup> à la terminale générale et professionnelle (des prix sont attribués dans trois catégories : collèges, lycées généraux et technologiques, lycées professionnels).

## Objectifs pédagogiques

→ Développer les pratiques pédagogiques pluridisciplinaires

→ S'entraîner à la prise de parole en public

→ Acquérir des compétences transversales

→ Les disciplines suivantes peuvent être impliquées :

**Histoire-géographie** : étudier et contextualiser des documents pour en faire une synthèse, élaborer un discours s'appuyant sur des faits précis et respectant le contexte historique.

**Lettres** : éloquence, théâtre, argumentation, plaidoirie.

**Langues vivantes** : la conversation se fait en français ou en anglais (fournir dans ce cas une traduction).

**Enseignement moral et civique** : participer à un débat, projet de l'année.

## Place dans les programmes

→ **Histoire-géographie, 1<sup>e</sup> professionnelle**. Thème 2 : guerres européennes, guerres mondiales, guerres totales (1914-1945) ; repère : les Accords de Munich.

*Ce dossier a été réalisé par Sandrine Bardin, Caroline Cazaban-Mazerolles, Thomas Doublier, Éric Lechevallier (Centre des Archives diplomatiques de Nantes), Christian Birebent (Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve), avec le concours de Quentin Trichard et l'appui scientifique de M. Stanislas Jeannesson (Nantes Université).*

*Illustration : le Premier ministre britannique Neville Chamberlain et le ministre allemand des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop à l'aéroport de Munich, 29 septembre 1938 (Archives nationales digitales de Pologne).*

## Liste des documents

### Sources

Ministère des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques français 1932-1939*, t. IX et X, Paris, Imprimerie nationale, 1974 et 1976 [ci-après « DDF »]. En ligne : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/meae/fr/content/origines-guerre-1939-1945>

Department of State, *Foreign Relations of the United States. Diplomatic papers. 1938*, vol. I, Washington, US Government Printing Office, 1955 [ci-après « FRUS »]. En ligne : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1938v01>

Ivan Maïski, *Journal 1932-1943*, Paris, Les Belles lettres, 2017.

Archives de l'ambassade de France au Royaume-Uni (Centre des Archives diplomatiques de Nantes)  
Papiers 1940, papiers Georges Bonnet et direction politique (Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve)

### Documents d'étude

- 12/03/1938. Télégramme de Hugh R. Wilson, ambassadeur des États-Unis en Allemagne, à Cordell Hull, secrétaire d'État (FRUS n° 441).
- 17/03/1938. Dépêche de Victor de Lacroix, ministre de France en Tchécoslovaquie, à Joseph Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères (378PO/C/627).
- 22/03/1938. Extrait du *Journal* d'Ivan Maïski, ambassadeur d'Union soviétique en Grande-Bretagne.
- 23/03/1938. Télégramme de Joseph Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, à Charles Corbin, ambassadeur de France en Grande-Bretagne (378PO/C/627).
- 23/03/1938. Communication de l'ambassade de Grande-Bretagne au ministère français des Affaires étrangères (DDF n° 32).
- 24/03/1938. Télégramme de Joseph E. Davies, ambassadeur des États-Unis en URSS, au secrétaire d'État (FRUS n° 17).
- 14/05/1938. Télégramme de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, à l'ambassadeur de France en Grande-Bretagne (378PO/C/627).
- 7/07/1938. Télégramme de Charles Corbin, ambassadeur de France en Grande-Bretagne, au ministre des Affaires étrangères et memorandum du Foreign Office (DDF n° 163).
- 11/07/1938. Dépêche de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, au chargé d'affaires de France en Italie (DDF n° 188).
- 17/08/1938. Extrait du *Journal* d'Ivan Maïski, ambassadeur d'Union soviétique en Grande-Bretagne.
- 1/09/1938. Télégramme de Jacques Truelle, chargé d'affaires de France aux États-Unis, au ministre des Affaires étrangères (DDF n° 523).
- 9/09/1938. Télégramme de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, à l'ambassadeur de France en Grande-Bretagne (378PO/C/627).
- Portraits de Charles Corbin, Joseph Kennedy et Ivan Maïski (Wikipedia commons).
- Le Premier ministre Neville Chamberlain et Ivan Maïski, lors d'une réception à Londres, 1939 (Getty images).
- Carte des minorités en Europe centrale, *Le Populaire*, 24 septembre 1938 (gallica.bnf.fr)

**Doc. 1. 12/03/1938. Télégramme de Hugh R. Wilson, ambassadeur des États-Unis en Allemagne, à Cordell Hull, secrétaire d'État.**

The Ambassador in Germany (Wilson) to the Secretary of State

Berlin, March 12, 1938—noon. [Received March 12—11:15 a.m.]

114. Just saw Neville Henderson. [...]

The British had attempted over and over again to establish more cordial relations with Germany. He himself had last year arranged for the Neurath visit which was upset by the Leipzig episode ; the Halifax visit was followed by a change in the British Government favoring more intimate contact with Germany and now he feared that this policy was again shattered.

He saw nothing whatever to do except to make the best of this situation and try to prevent Beneš from encountering a similar fate. They must not repeat the folly of urging Beneš not to make concessions and to stand pat. It was incredible to count on help from England or even France and Beneš would be wisely advised—and he hoped he would be so advised—to make his own peace with Germany. No more disservice could be done than giving any encouragement to Beneš such as was probably given to Schuschnigg to stand pat and resist.

Henderson said that he alone had borne the brunt of this battle. François-Poncet had merely called on him in the evening and written approximately the same note in French that Henderson sent in in English. The lack of a French Government has paralyzed him. Henderson felt that the final loser among the big powers of Europe in this matter was Mussolini ; that Italy "thrust thereto by the British Government" had turned towards Germany and was now about to pay the penalty by having this mighty neighbor on its flank. If the Axis remained Italy would be the tail of the dog. If it was dissolved Italy would be the first to be menaced by the present condition.

Wilson

**Doc. 2. 17/03/1938. Dépêche de Victor de Lacroix, ministre de France en Tchécoslovaquie<sup>1</sup>, à Joseph Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères (extraits).**

*Déclaration du président du groupe parlementaire du Parti allemand des Sudètes (SDP) à la Chambre des députés tchécoslovaques*

« Deux États allemands ont fusionné par suite de la volonté du peuple allemand. L'Anschluss entre le Reich et l'Autriche a été effectué en quelques heures par la voie légale et sans effusion de sang. Le parti des Sudètes ne peut ni ne veut laisser passer cet événement sans envoyer du haut de cette tribune au peuple allemand du nouvel Empire son salut fraternel et ses vœux cordiaux. A cet instant de la plus grande importance politique le parti des Sudètes, qui porte la responsabilité de l'avenir du peuple sudète, doit également s'adresser aux dirigeants responsables de l'Etat Tchécoslovaque.

« Dans la lutte qui dure depuis 20 ans entre les puissances du Diktat de 1919 et les forces de l'esprit et du sang des peuples, celles-ci ont triomphé de l'arbitraire et de la contrainte. Jamais notre mouvement n'a été autre chose qu'un combat contre le sort attribué en 1918-1919 à notre peuple qui avait atteint un haut point de développement spirituel, culturel, économique et social. Les Allemands des Sudètes doivent s'opposer à un destin qui les livre à la destruction et qui les fait saigner dans cet Etat. Le peuple des Sudètes a accompli d'importantes réalisations, indispensables à la vie de cet Etat et qui, selon une

---

<sup>1</sup> Le représentant diplomatique de la France, prend, selon les pays, le titre d'ambassadeur de France ou de ministre de France.

déclaration des représentants tchécoslovaques à la Conférence de la paix, forment la base de sa vie économique.

« La conscience d'eux-mêmes s'est réveillée chez les Allemands des Sudètes, qui se sont créés dans le S.D.P. l'instrument de leur lutte politique. Le Gouvernement Tchécoslovaque continue à se faire illusion sur cette réalité. Au lieu de prêter l'oreille aux revendications vitales et légitimes des Allemands des Sudètes et de leur gagner ainsi à l'idée de l'Etat Tchécoslovaque, on persévère dans une politique qui rend les relations de plus en plus intenable et tendues.

« Le S.D.P. déclare qu'il serait plus réaliste d'éprouver moins d'émoi quant aux soucis du Reich allemand et quant au sort d'Allemands vivant au-delà des frontières tchécoslovaques et de créer librement un nouveau état de choses qui ne donnerait pas lieu à des réclamations justifiées. Il est évident qu'un tel arrangement serait à l'heure actuelle favorable non seulement à la minorité allemande mais aussi à l'Etat Tchécoslovaque. Nous n'admettons pas la conception nationale de l'Etat tchécoslovaque et nous déclarons que les accords du 18 février sont complètement insuffisants. Nous sommes obligés de lutter avec encore plus d'acharnement pour nos droits politiques, notre liberté culturelle et pour notre bien-être économique et social. »

*Déclaration de M. Hacker, chef des jeunesses du Parti agrarien allemand, 16/03/38*

« Nous accueillons avec joie le nouvel état de choses en Europe. Nous déclarons à tous ceux qui ne veulent rien comprendre que le bonheur de l'Europe dépend de l'union et de la force de l'Allemagne : une Allemagne impuissante ne vaudrait rien de bon pour le monde. Il y a 3 millions ½ d'Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie, ce n'est plus une minorité, c'est un grand peuple national. Les Agriculteurs allemands des Sudètes n'oublieront jamais que leur devoir le plus sacré est de se déclarer allemands. »

*Projets de loi que le Parti agrarien allemand envisage de déposer à la Chambre des députés de Prague*

« 1) La confirmation des droits de la nationalité allemande en tant que nationalité égale aux deux autres nationalités officielles.

« 2) L'autonomie nationale dans le domaine culturel, économique, administratif et dans celui de la politique sociale.

« 3) La réalisation rapide des projets concernant l'économie rurale. Ces revendications ne porteront pas sur le domaine de l'économie politique, mais sur le domaine nationaliste, car la protection de la propriété et du sol allemand constitue le devoir le plus sacré de la politique nationale ».

**Doc. 3. 22/03/1938. Extrait du Journal d'Ivan Maïski, ambassadeur d'Union soviétique en Grande-Bretagne.**

J'ai rendu sa visite à Kennedy, le nouvel ambassadeur des USA en Grande-Bretagne. C'est un personnage : grand, fort, les cheveux roux, des gestes énergiques, une voix forte, un rire tonitruant et contagieux – le type-même du business-man sain et vigoureux dont il est tant d'exemples aux USA, un homme sans complications psychologiques et sans rêves élevés. [...]

« Dites-moi un peu », s'est-il exclamé. « Tous les British n'arrêtent pas de me répéter que, selon les sources les plus fiables, votre pays est en proie à une crise intérieure profonde (et que c'est la raison pour laquelle l'URSS est récemment devenue si compliquée pour les étrangers) et que votre armée tombe en morceaux et n'est pas prête pour des opérations militaires sérieuses. Ainsi, affirment les British, vous seriez incapables d'aider la Tchécoslovaquie si elle était attaquée par l'Allemagne, même si vous en aviez envie. Ils disent la même chose aux Français et leur demandent : dans ces circonstances, vaut-il la peine de prendre des risques en suivant à la lettre votre accord avec la Tchécoslovaquie ? »

Je me suis moqué des insinuations des Anglais et j'ai expliqué à Kennedy le véritable état des affaires. [...]  
Voilà donc comment sont les Anglais ! Chamberlain veut éloigner la France de ses alliés à l'est et exploite dans ce but nos récentes succès. Cela ne marchera pas.

Doc 4. 23/03/1938. Télégramme de Joseph Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, à Charles Corbin, ambassadeur de France en Grande-Bretagne.

659

Z 864-14 Archivé 131-2 ARR

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

Déchiffrement	<del>Paris, le</del> Paris, le	23 Mars 1938	17	50
No. 958	<del>Paris, le</del>	23	-	20

par fil arrivé le . h "

(déchiffré le 24 à 10h.30)

N° Paul-Boncour à N° Corbin

Secret

Je me réfère à votre télégramme N° 782.

Pour répondre à la question qui vous a été posée par Lord Halifax, vous pouvez faire valoir les considérations suivantes, qui résument essentiellement l'appréciation de nos Autorités militaires: l'état actuel du réarmement de l'Allemagne ne (répond) pas encore aux nécessités d'une guerre de longue durée. Or, du seul fait de la mobilisation française, l'armée allemande se trouverait contrainte d'immobiliser à l'Ouest la plus grande partie de ses forces et la situation stratégique générale en Europe pourrait être encore améliorée dans la mesure où la détermination de la France, assurée de la solidarité britannique, pourrait déterminer d'autres Gouvernements à faire peser également une menace à l'est de l'Allemagne, la Pologne, et pays de la Petite Entente, sans parler de la Russie.

En toute hypothèse, dans ce cadre général, même si la Tchécoslovaquie devait se trouver initialement en situation difficile, son sort final se réglerait toujours au traité de paix, comme il s'est réglé pour la Serbie ou pour la Roumanie. Telles sont les possibilités, dont le risque perçu assez clairement et assez tôt par le grand Etat-Major (allemand) peut arrêter encore les visées allemandes./.

**Doc. 5. 23/03/1938. Communication de l'ambassade de Grande-Bretagne au ministère français des Affaires étrangères.**

COMMUNICATION DE L'AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE AU DÉPARTEMENT<sup>2</sup>

(Traduction). Très confidentiel. 23 mars 1938.

[...]

8° Il est indéniable que la position militaire de la Tchécoslovaquie a été sérieusement affaiblie par suite de l'incorporation de l'Autriche au Reich. L'absence de fortifications le long de l'ancienne frontière austro-tchécoslovaque découvre le cœur même de la Tchécoslovaquie à l'attaque allemande. Il y a donc peu d'espoir pour que les opérations militaires contre l'Allemagne des deux pays qui ont donné à la Tchécoslovaquie des promesses d'assistance, c'est-à-dire la France et l'U.R.S.S., puissent s'effectuer à temps pour empêcher l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie le jour où l'Allemagne décidera de l'attaquer. La restauration de la Tchécoslovaquie serait donc subordonnée à la conclusion d'une campagne victorieuse contre l'Allemagne, de ceux qui auraient pris les armes pour la défense de la Tchécoslovaquie. La guerre en tout cas aurait des chances d'être longue et, si le gouvernement de Sa Majesté y prenait part, il ne serait pas en mesure de fournir, au début, des forces suffisantes pour aider à assurer une victoire rapide. Sa principale contribution, aux premières étapes de la guerre, consisterait dans l'exercice d'une pression économique au moyen de sa puissance maritime, et cela — l'expérience l'a montré — est lent à mettre en œuvre et tardif dans ses effets. [...]

9° Le gouvernement de Sa Majesté estime, par conséquent, que le gouvernement de la République et le gouvernement de Sa Majesté devraient tous deux ne négliger aucun effort pour aider à faire disparaître les causes de friction ou même de conflit en usant de leurs bons offices auprès du gouvernement tchécoslovaque afin d'amener un règlement des questions se rapportant à la position de la minorité allemande. Le gouvernement de Sa Majesté croit qu'il est possible de trouver une solution du problème de la minorité allemande, solution qui soit compatible avec le maintien de l'intégrité de l'Etat tchécoslovaque, tout en retenant cette minorité à l'intérieur des frontières de la Tchécoslovaquie. Le gouvernement tchécoslovaque, en considération des relations confiantes qu'il entretient avec le gouvernement de la République et le gouvernement de Sa Majesté, ne s'est jamais offusqué ou plaint de l'intérêt pris par ces deux gouvernements aux questions minoritaires qui se posent à l'intérieur des frontières de la Tchécoslovaquie. [...]

**Doc. 6. 24/03/1938. Télégramme de Joseph E. Davies, ambassadeur des États-Unis en URSS, au secrétaire d'État.**

The Ambassador in the Soviet Union (Davies) to the Secretary of State

Moscow, March 24, 1938—3 p.m.

[Received March 24—12:25 p.m.]

87. For the President and the Secretary of State.

Following is a brief summary of the viewpoints of this Government as voiced by Litvinov to me yesterday.

(a) There will be a period of calm now in Europe but the issue of either war or a virtually complete Fascist domination of Europe would positively be determined this summer.

---

<sup>2</sup> Le terme « Département », dans le langage diplomatique français, désigne le ministère des Affaires étrangères.

(b) Germany would later in the summer aggressively press Czechoslovakia because even though this might not precede within Hitler's immediate program the Sudeten minorities would force his hand.

(c) Czechoslovakia might succumb to the strongest pressure because of Czechoslovakia's lack of confidence in France and because of the lack of confidence with which both France and the Soviet Union regard each other.

(d) Europe was confronted with the extreme probability of Fascist domination as a fait accompli in which case the only independent states left would be Great Britain and the Soviet Union ; that nothing but an immediate reversal of policy by Great Britain would prevent this because the smaller states are slipping surely into the Fascist orbit.

(e) Chamberlain probably would make peace with Italy but it will be only a facade establishing another gentlemen's agreement as to the Mediterranean, agreeing to discontinue Italian anti-British propaganda "which it could resume later" and withdrawal of troops in Libya.

[...]

Davies

Doc. 7. 14/05/1938. Télégramme de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, à l'ambassadeur de France en Grande-Bretagne.

Archivé 131-2 all.

**TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE**

*Déchiffrement* Paris, le 14 Mai 1938

*No. 1324 à 1328* - 16 - à Midi

par avion arrivé le (déchiffré le 16 à 16h.20)

*✓* *M* Georges Bonnet à *M* Corbin

I324 Je reçois le télégramme suivant de notre Ambassadeur à Berlin, sous la date du 12 Mai:

Comme on l'a vu par les indications qu'il m'a données sur sa conversation avec M. von Ribbentrop, l'Ambassadeur d'Angleterre est revenu assez satisfait des propos qu'il a recueillis et de l'attitude qu'il a constatée chez son interlocuteur. Il a l'impression que l'Allemagne veut éviter le pire et qu'elle ne demande pas mieux que d'aider à la conclusion d'un accord qui aurait pour base, sans qu'il soit indispensable de s'y conformer strictement, les huit points du programme de M. Henlein.

I325..... Je n'écarte pas pour ma part l'hypothèse dans laquelle les dirigeants du Reich préféreraient effectivement et au moins à titre provisoire une solution de compromis à l'éventualité d'une guerre. Les déclarations de M. von Ribbentrop ont confirmé le tableau dans lequel j'avais essayé (mon télégramme ~~131222~~ N° 1992) de résumer la situation. Je ne suis pas cependant aussi optimiste que mon collègue. Je crains qu'il n'ait échappé à ce dernier que son interlocuteur cherchait avant tout, selon la tactique que l'Allemagne emploie dès l'origine, à rejeter la responsabilité sur Prague -----, à attirer ainsi l'Angleterre dans son jeu, et à se servir d'elle pour accentuer la pression sur le Gt. tchécoslovaque. Ce qu'il (a déclaré) de la France et de M. Benès est à cet égard assez significatif. Au lieu

I325 (Suite) de heurter Sir Nevile Henderson, M. von Ribbentrop s'est appliqué  
 à le séduire par l'étalage de sa modération et de sa bonne  
 I326..... volonté. Si elle n'est pas très clairement définie, la  
 politique anglaise <sup>peut</sup> ~~comporter~~ un grand risque et causer de  
 graves malentendus. Elle peut amener l'Allemagne à croire  
 qu'il lui sera possible de détourner les sympathies  
 britanniques de la Tchécoslovaquie et même de la France, dont  
 on a du reste que trop tendance à penser à Berlin que, malgré  
 ses affirmations répétées, elle ne prendra pas les armes pour  
 secourir les Tchèques. L'allusion insistante du Ministre des  
 I327..... A.E. du Reich à l'éventualité d'incidents sérieux et " d'effu-  
 sion de sang" n'a pas inquiété Sir Nevile Henderson ~~XXXXXXXXXX~~  
 parcequ'il lui a semblé que l'Allemagne ferait tout pour  
 prévenir ces chocs dramatiques.

C'est peut-être ~~XXXXXXXXXX~~ vrai. Mais le contraire  
 n'est pas non plus invraisemblable.

Et, d'ailleurs, d'autres hypothèses peuvent surgir,  
~~xxx~~ celle-ci par exemple : après les élections de Mai et de  
 Juin, les Allemands des Sudètes réunis en Assemblée,  
 proclameraient solennellement leur indépendance, leur volonté  
 de s'annexer au Reich et <sup>appelleraient</sup> ~~appelleraient~~ à eux M. Hitler, selon le  
 I328..... précédent créé par M. Seiss-Inquart. Que ferait l'Allemagne ~~e~~  
~~xxxxxxx~~ pareil cas ?

De toute façon, il est regrettable que le Gt. de  
 Prague continue à laisser planer l'incertitude sur les  
 projets qu'il élabore et à différer l'ouverture d'une négocia-  
 tion. Cette équivoque et ce retard ne peuvent que favoriser,  
 semble-t-il, le jeu allemand ./.

Diplomatie

**Doc. 8. 7/07/1938. Mémorandum du Foreign Office adressé au ministre français des Affaires étrangères.**

Pression française sur le gouvernement tchécoslovaque

Traduction.

1. Lord Halifax apprécie vivement la courtoisie dont M. Bonnet a fait preuve en lui adressant par l'intermédiaire de sir Eric Phipps une copie du mémorandum remis par lui à M. Osusky le 9 juin pour être transmis à M. Benès. Ce mémorandum présentait un intérêt particulier pour lord Halifax, puisqu'il était le résultat de la requête adressée à M. Bonnet le 1er juin par le canal de sir Eric Phipps. A cette occasion, ce dernier, agissant sur les instructions de son gouvernement, avait exprimé à M. Bonnet l'espoir que le gouvernement français ne sentirait pas moins vivement que le gouvernement de Sa Majesté l'importance d'appliquer sans délai la plus grande pression possible à M. Benès, et que M. Bonnet pourrait donner l'instruction au ministre de France à Prague de collaborer avec son collègue britannique en informant M. Benès de l'importance qu'il y a à accepter les propositions esquissées par M. Henlein à Londres comme base de discussion. De plus, et en raison des relations spéciales qui existent entre la France et la Tchécoslovaquie, sir Eric Phipps a exprimé l'espoir que le gouvernement français, comme M. Bonnet l'avait suggéré lui-même à une date antérieure, avertirait M. Benès que, si par la faute de ce dernier l'occasion qui se présente actuellement d'aboutir à un règlement était manquée, le gouvernement français serait amené à reconsidérer sa position vis-à-vis de la Tchécoslovaquie.

2. Lord Halifax regrette de constater que ce mémorandum ne contient point d'avertissement spécifique suivant lequel la France aurait à reconsidérer sa position contractuelle si le gouvernement tchécoslovaque se montrait déraisonnable en ce qui concerne la question des Sudètes. Il se borne à déclarer que tout délai ou que toute négligence de la part du gouvernement tchécoslovaque entraînerait le risque de conséquences sérieuses en renforçant ces éléments qui, dans les différents pays visés, sont en faveur d'une politique de réserve et d'abstention.

[...]

Foreign Office, 7 juillet 1938.

**Doc. 9. 11/07/1938. Dépêche de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, au chargé d'affaires<sup>3</sup> de France en Italie.**

M. GEORGES BONNET, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

À M. BLONDEL, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE À ROME.

Paris, 11 juillet 1938.

Les renseignements recueillis récemment de diverses sources par notre ambassadeur à Berlin font ressortir l'importance de l'effort qu'accomplit actuellement l'Allemagne pour porter au maximum son potentiel militaire, notamment en construisant à sa frontière occidentale un réseau fortifié qui constituerait un obstacle infranchissable. L'exécution des grands travaux publics serait pour l'instant subordonnée au développement et à l'achèvement de ces fortifications. Celles-ci comprendraient un certain nombre de gros ouvrages entourés d'une multitude d'abris bétonnés de mitrailleuses, l'ensemble étant échelonné sur trois lignes en profondeur. Les travaux devraient être terminés à la date du 15 août prochain ; la puissance des moyens mis en œuvre ne permettrait pas de considérer une pareille tâche comme irréalisable dans ce court délai.

---

<sup>3</sup> En l'absence de l'ambassadeur, la direction de l'ambassade est confiée à un chargé d'affaires assurant l'intérim.

D'autre part, tout paraît indiquer que l'effort industriel de l'Allemagne se poursuit avec une intensité que seule la préparation à la guerre peut expliquer.

Dès maintenant, au point de vue économique, l'Allemagne se trouve sur le pied de guerre. Toutes ses ressources de main-d'œuvre et de capitaux ont été mobilisées. Le Reich apparaît comme une vaste usine où l'ouvrier travaille plus de neuf heures par jour ; dans certaines industries, les équipes se succèdent sans interruption. Au problème du chômage a fait place celui de la main-d'œuvre.

Des exemples caractéristiques illustrent cet effort : dans l'industrie du bâtiment on ne trouve ni matériaux ni main-d'œuvre, tout étant réquisitionné pour les travaux de la défense nationale. La production des mines de houille est passée de 8,7 millions de tonnes en janvier 1932 à 16,7 millions en mars 1938. La production de l'acier a atteint le mois dernier 1.900.000 tonnes, contre une moyenne mensuelle de 463.000 tonnes en 1932. L'Allemagne compte pouvoir couvrir prochainement sa consommation de carburants légers.

La question de l'approvisionnement en vivres reste toutefois l'un des principaux soucis des dirigeants du IIIe Reich. Aussi ceux-ci se sont-ils attachés à constituer des stocks, parfois considérables (un million de porcs congelés dans les entrepôts, 4 millions de mètres cubes de fourrages dans les silos), à organiser la répartition des vivres et à entraîner la population à certaines privations.

Le commerce est contrôlé de très près. De l'extérieur n'entre en Allemagne que l'indispensable et les exportations n'ont d'autre objet que de procurer au Reich les ressources nécessaires pour alimenter son industrie de défense nationale en matières premières.

Tous ces faits paraissent à M. François-Poncet devoir conférer une importance particulière aux indications qui lui sont parvenues récemment sur l'état d'esprit du Führer. Enfermé dans sa maison de Berchtesgaden, Hitler méditerait, ruminerait ses plans et semblerait en proie à une crise de folie des grandeurs. Certaines personnalités de son entourage, pourtant très audacieuses, le maréchal Goering lui-même, se montreraient troublées et inquiètes. Le Führer serait prêt, semble-t-il, à saisir le premier prétexte valable qu'offrirait le gouvernement de Prague et lancerait une attaque inopinée et foudroyante contre la Tchécoslovaquie, dont le sort serait militairement réglé avant qu'aucun des alliés de cet état n'ait eu le temps de bouger. L'Allemagne proposerait alors à la France et à l'Angleterre, sous une forme plus ou moins impérative, de se prêter à une conférence, qui aurait pour but d'empêcher la guerre de se généraliser.

En cas de refus de leur part, les événements suivraient leurs cours. Hitler serait persuadé qu'il viendrait rapidement à bout de la France.

En attendant l'heure de l'action, l'Allemagne s'appliquerait à préparer le terrain diplomatique, à s'assurer la collaboration ou tout au moins la neutralité de l'Italie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Yougoslavie, peut-être même la neutralité de l'Angleterre. A cet égard, la visite qu'effectue à Berlin le chef d'Etat-major italien mérite d'être notée.

Au cours d'un entretien confidentiel avec le Dr Schacht, celui-ci n'a pas dissimulé à notre ambassadeur que la situation extérieure lui causait les plus vives inquiétudes <4>. D'après le président de la Reichsbank, si l'on veut éviter la guerre et sauvegarder l'existence de la Tchécoslovaquie d'une manière définitive, il faudrait aller jusqu'à envisager les conséquences d'un plébiscite des régions sudètes. Le Dr Schacht, qui n'ignore pas le langage tenu dans l'entourage immédiat de M. Hitler, a cependant ajouté qu'il ne croyait pas que le Führer fût virtuellement résolu à la guerre.

De l'ensemble de ces faits, de ces indices, de ces confidences, notre ambassadeur retire l'impression que l'accalmie qui se manifeste en ce moment n'est qu'apparente et que dans le courant du mois d'août une période de grave tension peut s'ouvrir en Europe.

J'ai l'honneur de vous faire part des renseignements qui précèdent, pour votre information strictement confidentielle. J'attacherais un prix particulier à recevoir toutes les indications que vous pourriez recueillir

sur l'opinion que l'on se forme dans le pays de votre résidence des tendances immédiates de la politique allemande et des dangers qu'elle serait de nature à faire courir à bref délai au maintien de la paix.

**Doc. 10. 17/08/1938. Extrait du *Journal* d'Ivan Maïski, ambassadeur d'Union soviétique en Grande-Bretagne.**

En me faisant ses adieux, avant mes vacances, Halifax m'avait prié de lui rendre visite dès que je serai rentré de Moscou.

L'entrevue a eu lieu aujourd'hui. Halifax m'a demandé ce que je pensais du problème de la Tchécoslovaquie. J'ai saisi l'occasion pour en discuter longuement. J'ai dit à Halifax qu'à mon arrivée en URSS j'avais constaté une déception par rapport à la politique de la Grande-Bretagne et de la France. Aux yeux de mes amis de Moscou, ces politiques montrent la faiblesse des « démocraties occidentales » et encouragent donc les agresseurs. Les gouvernements qui poursuivent ces politiques prennent la responsabilité de déclencher une nouvelle guerre mondiale. La Tchécoslovaquie est une parfaite illustration de ce que je viens d'exprimer. Il nous semble que la position prise par la Grande-Bretagne et par la France sur cette question représente une falsification malsaine. La Grande-Bretagne et la France s'efforcent de contraindre la victime de l'agression plutôt que l'agresseur. À Prague, elles haussent tellement la voix que les Tchèques se sentent offensés, tandis qu'à Berlin leurs voix sont si douces qu'Hitler n'en tient aucun compte. Où sont l'impartialité et la justice ? Il est tout à fait compréhensible que le gouvernement soviétique ne puisse avoir de sympathie pour des politiques de cette espèce. Le gouvernement soviétique soutient que le sort de la Tchécoslovaquie est dans les mains des « démocraties occidentales ». Si la Grande-Bretagne et la France ont la volonté et la capacité de prendre une position ferme face à l'Allemagne, la Tchécoslovaquie sera sauvée et une paix durable en Europe sera assurée.

**Doc. 11. 1/09/1938. Télégramme de Jacques Truelle, chargé d'affaires de France aux États-Unis, au ministre des Affaires étrangères.**

M. TRUELLE, CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE À WASHINGTON,

À M. GEORGES BONNET, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Secret. Réserve. Washington, le 1er septembre 1938, 22 h. 3.

(Reçu : le 2, 8 h.)

Le président Roosevelt a reçu ce matin en audience le sénateur Thoumyre.

Après avoir exprimé à notre compatriote ses sympathies personnelles et les sympathies des Américains envers la France, le Président a observé que la situation internationale dépendait de la volonté de M. Hitler. On ne pourrait avoir une impression exacte sur les chances d'une solution pacifique qu'après le discours du Führer à Nuremberg. Si les événements devaient tourner au pire, c'est-à-dire si les Allemands devaient attaquer la Tchécoslovaquie, les États-Unis s'efforceraient immédiatement d'aider la France à tenir ses engagements. Toutefois, le Président a observé qu'afin d'éviter tout malentendu, il ne fallait pas que la France compte sur des envois de troupes ni des prêts d'argent. Quant à ce dernier point, M. Franklin Roosevelt a ajouté que la France et la Grande-Bretagne disposaient d'assez grandes ressources au point de vue crédit pour qu'on trouve une solution à cette question.

Je n'ai pas besoin d'insister sur le caractère très confidentiel et intime de ces déclarations, qui correspondent certainement au sentiment profond, mais personnel du Président. Elles soulignent aussi ce que j'indique dans un autre télégramme sur l'improbabilité d'une déclaration présidentielle dans les jours qui vont venir.

Doc. 12. 9/09/1938. Télégramme de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, à l'ambassadeur de France en Grande-Bretagne.

X  
PIECE N° 16

Paris, le 9 Septembre 1938

Ambassadeur de France à LONDRES

Précision absolue

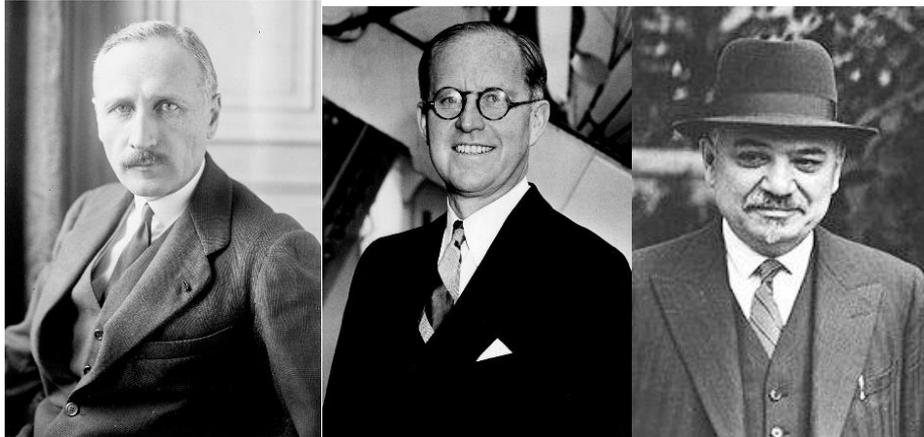
De précisions qui me parviennent d'une source extrêmement sûre et bien informée il résulte très nettement que M. Hitler serait maintenant résolu à recourir à un coup de force contre la Tchécoslovaquie en raison de l'idée qu'il se serait formée de l'attitude éventuelle du Gouvernement Britannique et de la situation dans laquelle se trouverait de ce fait la France. *La conséquence en sera inévitablement un conflit général en Europe.*

Dans ces conditions le Gouvernement Français a le devoir d'appeler à nouveau l'attention du Gouvernement Britannique sur la nécessité d'examiner d'extrême urgence tout ce qu'il estime pouvoir encore faire afin de modifier en temps utile l'impression de M. Hitler.

Vous voudrez bien rechercher sans délai un entretien avec Lord Halifax à ce sujet./.

Georges Bonnet

**Doc. 13. Portraits des ambassadeurs en Grande-Bretagne**



Charles Corbin (France), Joseph Kennedy (États-Unis), Ivan Maïski (URSS)

**Doc. 14. Le Premier ministre Neville Chamberlain et Ivan Maïski, lors d'une réception à Londres.**



